

# Bulletin du FMI

## MINISTRES DES FINANCES AFRICAINS

### Le développement du commerce régional peut favoriser une croissance plus rapide en Afrique

Bulletin du FMI en ligne  
9 octobre 2010



Train en partance de Dar es Salaam, Tanzanie : les pays d'Afrique de l'Est améliorent leurs infrastructures pour faciliter le commerce régional (photo: Guo Chunju/Xinhua)

- Pour favoriser le commerce entre nations africaines, il faut améliorer les infrastructures
- L'Afrique a besoin de plus d'investissements étrangers pour réaliser tout son potentiel
- Il faut améliorer la collecte des statistiques économiques en Afrique

Le développement du commerce régional et des investissements dans les infrastructures est le gage d'une croissance économique plus rapide en Afrique, déclarent les ministres des finances africains. Lors d'une conférence de presse, quatre de leurs représentants ont insisté sur la nécessité de dépenser davantage pour construire des routes, des chemins de fer et des ponts afin de favoriser le commerce entre leurs nations.

Lors d'une conférence de presse durant l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, les ministres ont mis l'accent sur le fait que le monde s'intéresse de plus en plus à l'Afrique. Même si le continent ne représente qu'un faible pourcentage du PIB mondial, les taux de croissance élevés des pays africains signifient qu'ils peuvent jouer un rôle bien plus important dans l'économie mondiale.

«Un des moyens de tirer parti du rebond de l'Afrique consiste à développer les échanges régionaux», a déclaré M. Uhuru Kenyatta, Ministre des finances du Kenya. « Si les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ont si bien résisté en dépit de l'effondrement de la demande des pays développés, c'est grâce à l'intensification du commerce régional».

#### Marché commun

M. Kenyatta a expliqué que les autorités régionales œuvrent au renforcement des relations commerciales entre leurs pays. «Nous avons un marché commun, qui existe depuis juillet 2010, et nous travaillons aussi à l'amélioration de nos infrastructures pour que l'expansion des échanges régionaux puisse se poursuivre », a-t-il déclaré.

M. Samura Kamara, Ministre des finances de la Sierra Leone a insisté sur la nécessité de dépenser davantage pour améliorer les infrastructures. «Nous voulons consacrer une grosse part de nos ressources à l'accélération de la croissance et pour ce faire, nous centrons notre attention sur le développement des infrastructures», a-t-il déclaré.

M. Mohamed Bacar Dossar, Ministre des finances des Comores, a expliqué que son pays s'efforce de promouvoir les investissements étrangers dans son pays, en particulier ceux en provenance du monde arabe, avec lequel les Comores ont des liens culturels et historiques.

«Ces efforts ont abouti en mars 2010 à une conférence des bailleurs de fonds qui ont promis un total de 350 millions de dollars EU de financements et investissements aux Comores. Elle a aussi ouvert des perspectives d'amélioration de nos infrastructures », a-t-il ajouté.



M. Mohamed Bacar Dossar (à g.) (Comores) avec M. Albert Besse (République centrafricaine) à la conférence des ministres des finances africains (photo FMI)

M. Albert Besse, Ministre des finances de la République centrafricaine, a rappelé que l'allègement de la dette de son pays a libéré des ressources pour lutter contre la pauvreté. Il a déclaré que les autorités s'attachent aussi à répondre aux multiples besoins sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi qu'à soutenir les investissements dans des grands projets d'infrastructures telles que les routes et la distribution d'électricité.

### **Investissements étrangers**

Selon M. Kenyatta, l'Afrique ne peut réaliser tout son potentiel qu'avec davantage d'investissements étrangers. «Il faut faire en sorte que la promotion des investissements et de l'emploi soit une partie intégrante de la reprise économique mondiale», a-t-il ajouté.

M. Kenyatta a noté que le gouvernement de son pays a pris des mesures de soutien du secteur privé. «Nous sommes fermement et profondément convaincus que la croissance doit être tirée par le secteur privé », a-t-il déclaré.



M. Samura Kamara (Sierra Leone (à g.) et M. Uhuru Kenyatta (Kenya) à la conférence des ministres des finances africains pendant l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale (photo FMI)

M. Kamara a indiqué pour sa part que l'Afrique doit capitaliser sur l'intérêt grandissant que lui porte le reste du monde en attirant davantage d'investissements. «Il y a deux façons de procéder : nous pouvons le faire individuellement... ou bien coordonner nos efforts. L'Afrique ne manque pas de groupements régionaux, et nous pouvons travailler au sein de ces instances», a-t-il déclaré.

### **Secteur informel**

M. Kenyatta a déclaré que l'Afrique doit améliorer la collecte des statistiques économiques. Mais, a-t-il rappelé, dans bien des pays, le secteur formel ne prend pas en compte le secteur non structuré, qui est pourtant une des principales sources d'emplois.

«En collaboration avec la banque centrale, nous travaillons à une rationalisation financière qui passe par la réintégration dans le secteur informel d'un grand nombre d'opérateurs informels», a expliqué M. Kenyatta. «Cela nous permettra de prendre en compte les activités d'une foule de gens qui n'apparaissent pas dans les statistiques officielles dont nous nous servons actuellement».

Les ministres ont aussi indiqué que l'un des objectifs majeurs de leurs gouvernements est de garantir la sécurité alimentaire, notamment par des investissements dans l'adduction d'eau et l'irrigation.